1.4 Conclusions

La mise en œuvre de l'intervention au cours de l''année 2014 a révélé les points saillants suivants :

- Une mise en œuvre intégrale de l'intervention, y inclus dans ses composantes institutionnelles, mais un environnement politique et institutionnel toujours fragile : retour à l'État de droit suite aux élections présidentielle et législatives mais pacification du Nord du pays non acquise ; négociations avec les groupes armés plus longues que prévu et risques sécuritaires encore élevés ; report des élections communales et régionales ; incertitudes sur certaines orientations politiques/territoriales majeures.
- Un dialogue politique renforcé : la reprise des appuis institutionnels a permis de renouer un dialogue franc entre la CTB et les autorités de tutelle maliennes ; le travail de construction d'une relation de confiance entre ordonnateurs s'est poursuivi, il a permis de gérer conjointement certaines difficultés majeures de l'intervention. Il reste maintenant à renforcer l'approche programme « décentralisation-déconcentration » de la CTB au Mali pour valoriser les expérimentations réussies du PAEC, pour améliorer l'impact global des interventions et pour renforcer leur représentation au sein du Ministère de tutelle.
- Une force de proposition confirmée : les Plans d'Amélioration du Service de l'Etat Civil consacrent une approche de l'intervention résolument tournée vers la production d'un service public de qualité et de proximité, répondant aux besoins des populations locales. De même, en adoptant une approche de « bénéfice client », la stratégie de communication du projet constitue une expérience novatrice en matière de sensibilisation à l'Etat Civil. Depuis son démarrage, le PAEC a fait preuve d'une grande capacité d'innovation et l'année 2014 a permis de constater les premiers effets positifs de ces approches.
- Une contribution significative aux réflexions sur la citoyenneté : malgré son caractère modeste en termes financiers, le PAEC a su faire le lien entre une approche très administrative (les déclarations de faits d'Etat Civil) et les fondamentaux sociaux et familiaux du pays, la notion de justice sociale et de citoyenneté pour tous. Ainsi, à travers l'intervention, ce sont les thématiques majeures telles que l'égalité hommes-femmes ou le droit des enfants qui sont en jeu. Les apprentissages tirés du PAEC pourront être mis à profit dans le cadre de la préparation du prochain programme de coopération entre la Belgique et le Mali.
- Des résultats concrets à confirmer : 2014 a constitué la première année pendant laquelle l'intervention a mis en œuvre la totalité de ses composantes. La durée relativement courte de l'intervention n'a pas permis la réalisation d'une évaluation à mi parcours mais les auto évaluations du projet et les échanges avec les différents acteurs concernés convergent vers une analyse positive des effets du PAEC. Selon toute logique, l'année 2015 renforcera ces résultats, elle permettra de tirer tous les enseignements de cette expérience pilote aux moyens relativement modestes, dont les effets pourtant apparaissent particulièrement porteurs.

Fonctionnaire exécution nationale Lansina DIARRA	Fonctionnaire exécution CTB François KIEFFER